

# GUATEMALA

## Mine Marlin

- **Informations sur la mine :**

Emplacement : San Miguel Ixtahuacan et Sipakapa, département de San Marcos

Type : ciel ouvert

Minerais exploités : Or et argent

Exploitant : Goldcorp Inc (Canada)

- **Degré d'avancement :**

Les activités d'exploration ont début sur les sites en 1996 et le projet a été approuvé l'année suivante. La licence d'exploitation est approuvée en 2003, après une étude d'impact environnemental et social. La même année la construction de la première mine débute et en 2005, commencent les opérations commerciales. Aujourd'hui la mine est toujours en exploitation. Sa durée de vie est estimée à 10 ans, mais l'entreprise a acheté de nouveaux terrains en 2009 et sa licence d'exploitation est valable pour 25 ans.



- **Peuple(s) concerné(s) :**

Les populations des communes de San Miguel et Sipakapa sont essentiellement mayas-Mam. Ils disposent majoritairement de deux moyens d'expression. Les maires de 59 communautés Mam de San Miguel ont formés l'Alcaldia del Pueblo (« Juridiction du peuple ») à la fin de l'année 2007. Instance de

représentation des autorités indigènes au niveau municipal et communautaire, les membres et la population se réunissent chaque semaine pour discuter des différents problèmes affectant la communauté. L'Association de développement intégral de San Miguel Ixtahuacan (ADISMI), créée en 1895 pour



renforcer le droit indigène au sein du système juridique guatémaltèque, a également orienté son travail à partir de 2005 autour des impacts négatifs de l'industrie d'extraction.

Les premières contestations commencent au début de l'année 2004. Une première protestation de 40 jours est organisée pour manifester l'inquiétude des populations quant aux impacts du projet. Elle est sévèrement réprimée (1 mort, 12 blessés). En décembre 2004, un Forum National sur l'activité minière est organisé dans la capitale.

Les populations civiles n'y sont pas invitées. Les ONG organisent un forum en parallèle et les communautés mayas se rendent compte des implications que l'exploitation minière peut avoir sur leur santé et sur leurs territoires.

La filiale de Glamis Gold au Guatemala, Montana Exploradora, avait rédigé, en février 2004, à propos du projet Marlin, l'« Indigenous Peoples Development Plan » (Le plan pour le développement des populations indigènes). Ce plan, théoriquement, prévoit « le respect des droits, des traditions et de la culture des populations indigènes ; l'information, la consultation et la participation du public; la participation aux bénéfices économiques du projet; la formation locale dans les domaines des services médicaux, de l'éducation et de la formation professionnelle, de la gestion municipale et environnementale ». Dans le même projet, Montana a créé la 'Fundación Sierra Madre', destinée à mettre en œuvre des programmes durables de développement et de formation dans les municipalités de San Miguel Ixtahuacán et de Sincapa. Glamis Gold a reçu de la Banque mondiale un prêt de 45 millions de dollars qui lui a surtout servi à obtenir un soutien politique et à donner une image de « développement durable ». Ce financement de la Banque mondiale a été fortement contesté par des différents groupes et organisations guatémaltèques et internationales. Ce développement largement mis en avant par l'entreprise ne correspond pas forcément à la réalité sociale : beaucoup de ceux qui ont vendu leur terres n'en ont pas trouver de mieux, d'autres ont été renvoyés de la mine, d'autres encore trouvent qu'ils ne touchent pas suffisamment par rapport au prix actuel de l'or. En somme, ces accords ne rapportent pas suffisamment ni à la communauté ni au pays.

En 2005, les tensions s'aggravent entre les forces de l'Etat et les paysans, donnant lieu à des répressions de manifestations pacifique, et à une tentative d'assassinat de l'évêque du Diocèse de San Marcos, depuis longtemps au côté des paysans. Ces évènements provoquent nombre de réaction (communiqué, conférences de presse, lettres adressées au président, manifestations). Des consultations populaires sont alors organisées, la consultation de San Marcos de juin 2005 a opposés 30 pour à 2415 contre l'exploitation minière. Mais les consultations populaires ne sont pas contraignantes, alors même que la Convention 169 de l'OIT le demande. C'est surtout à cause du non-respect des articles 6 et 15 4 de la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail que les paysans et les organisations qui les représentent s'opposent au Gouvernement.

- **Impacts environnementaux et sociaux:**

C'est à la fois le processus utilisé et les antécédents de la multinationale dans d'autres mines d'Amérique Latine qui ont fait craindre aux populations le pire en ce qui concerne l'environnement. Le processus utilisé de lixiviation est à la source de ces craintes car il fait appel à une grande quantité d'eau et passe par le cyanure. L'équipe technique de la Commission pastorale pour la paix et l'écologie (COPAE) du diocèse de San Marcos, a entamé en 2007 un processus de contrôle de la qualité de l'eau des rivières et ruisseaux situés à proximité de la mine. Au terme d'une année d'observation, les premiers résultats ont démontré : « La présence de métaux lourds tels le fer, l'aluminium, le manganèse et l'arsenic [...] en concentrations surpassant les limites permises selon les normes établies par la Banque Mondiale pour l'exploitation minière à ciel ouvert, par l'agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA, de son sigle en anglais), par le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles (MARN) du Guatemala, ainsi que les normes régissant la qualité de l'eau potable au Canada, au Guatemala et aux États-Unis ». La COPAE a conclu en octobre 2008 que la qualité de l'eau de la région n'était pas adéquate pour la consommation humaine, et que la présence de métaux comme l'arsenic pourrait



s'expliquer par : « Le déversement d'eaux contaminées dans ces ruisseaux, des processus d'infiltration ou de lixiviation ou bien par une fuite d'eau du réservoir d'eaux usées de l'entreprise minière vers un effluent comme le ruisseau Quivichil. » Les conséquences environnementales identifiées sont la déforestation, une production élevée de terres stériles qui ne sont plus utilisables pour les cultures ; l'énorme consommation d'eau et le risque de pollution des nappes phréatiques, entre autres. Il n'existe

actuellement aucun contrôle réel de la part du gouvernement et de son Ministère de l'environnement et des ressources naturelles (MARN).

Les impacts sociaux ne sont pas uniquement liés à l'arrivée de la mine dans la région, ils sont aussi dus aux processus d'achat des terres, aux pratiques de la multinationale, au manque de protection juridique étatique des populations indigènes, et au manque d'information.

La tension sociale est hautement conflictuelle. Les principaux éléments du conflit social à San Miguel portent sur :- Accusations, intimidations, menaces et attaques physiques, verbales et écrites contre des leaders communautaires, des membres de l'église catholique et de l'Alcaldia del Pueblo, ainsi que des leaders d'ADISMI, en raison de leur prise de position sur la mine et les dégâts qu'elle cause.

- Conflits et menaces entre les travailleurs de la mine et les riverains qui se sont déclarés contre l'activité minière, fondés sur la tension entre les dépendances économiques produites par la mine et les dégâts qu'elle fait dans la région.

- Comme conséquence du conflit et des accusations réciproques entre familles et communautés, différentes actions ont été entreprises pour porter préjudice à d'autres habitants, par exemple par des coupures d'eau potable, ce qui augmente le niveau de confrontation.
- Criminalisation et intimidation des paysans qui rejettent l'activité minière ou les dégâts qu'elle cause.

- **Actions en cours**

L'ensemble des démarches et mobilisations menées conjointement par les populations et les ONG semble porter ses fruits. En avril 2010, l'OIT a demandé au Guatemala, à travers son Comité d'Experts, de suspendre les opérations minières dans les territoires des populations de San Miguel et de Sapakapa car « ces licences d'exploitation ont été octroyées sans qu'aient été effectuées les consultations de bonne foi pour obtenir l'accord libre, préalable et informé des populations, comme le stipule la Convention 169.

Les organisations mayas ont présenté en mars une pétition constitutionnelle au Président de la République pour mettre en œuvre ces recommandations. En mai c'est la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) qui demande la fermeture de la mine Marlin en raison de pollution des rivières, de l'assèchement des sources d'eau notamment. En visite en juin, le rapporteur spécial des Nations Unies sur les populations autochtones a demandé que soit rendue effective cette demande. Après avoir pris cet engagement, le gouvernement vient de se rétracter publiant coup sur coup deux rapports venant démentir les pollutions et impacts sur la santé.

#### **Sources :**

[http://www.unites.uqam.ca/grama/pdf/Anzueto\\_Les\\_IDE\\_dans\\_le\\_secteur\\_minier.pdf](http://www.unites.uqam.ca/grama/pdf/Anzueto_Les_IDE_dans_le_secteur_minier.pdf)  
<http://www.entraide.be/uploads/media/GUATmine.ecran.pdf>  
<http://www.gitpa.org/web/gitpa300-16-10guatemalaACTUMARLIN%20.pdf>  
[http://www.miningwatch.ca/sites/www.miningwatch.ca/files/Cdn\\_Mining\\_Guate.pdf](http://www.miningwatch.ca/sites/www.miningwatch.ca/files/Cdn_Mining_Guate.pdf)  
<http://www.mem.gob.gt/Portal/Home.aspx?tabid=190>

#### **Voir le rapport du RSPA sur la Mine Marlin (2011) :**

<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G11/140/32/PDF/G1114032.pdf?OpenElement>